

Les chiffres



64

L'Observatoire des forces de sécurité de l'Institut des droits humains de la faculté de Columbia publie une analyse de la chaîne de commandement birmane sur 12 ans établissant un lien entre les violations présumées, les soldats et commandants suggérant une institutionnalisation des violations. 64% des hauts commandants de l'armée ayant servi sous les ordres de Min Aung Hlaing ont été accusés de disparitions, d'assassinats, de viols ou de tortures commis par des unités placées sous leur ordre.

1/5

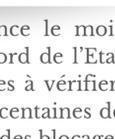
La MIMU a publié ce mois-ci une série d'infographies sur la situation de la violence à l'égard des femmes au Myanmar. On y apprend notamment qu'1 femme sur 5 âgée de 15 à 49 ans mariée, a au moins une fois subi une forme ou une autre de violence de la part de son partenaire, mais aussi que le nombre de féminicides a bondi en 2021, de 0,97 pour 100 000 femmes à 7,24.



20

20 milliards de dollars, c'est le coût estimé des opérations d'arnaques en ligne pour la population chinoise l'an dernier, selon Billy Ford de l'USIC. Un chiffre qui donne une idée de l'ampleur de ces opérations, menées en Birmanie mais aussi au Cambodge et au Laos.

Brèves



LA MULTIPLICATION DES LIGNES DE FRONTS

Depuis le lancement de l'opération 10.27 par la brotherhood alliance le mois dernier, la junte fait face à une pression inédite. L'opération sur le nord de l'Etat Shan progresse rapidement, et même si les informations sont difficiles à vérifier, elle est de l'avis de tous les médias internationaux un succès, avec des centaines de bases prises, des opérations stratégiques notamment à la frontière chinoise, des blocages des routes d'approvisionnement de la junte, mais aussi la prise d'armements lourds appartenant à la Tatmadaw. Des combats quotidiens se déroulent dans les villes de Muse et de Lashio.

L'élan s'avère national avec la participation de plus en plus de groupes, notamment d'unités de Force de Défense du Peuple-PDF sous contrôle du Gouvernement d'Unité Nationale-NUG, y compris dans la région de Sagaing et de Mandalay. Le lancement de l'opération 11.11 dans l'Etat Kayah par la Karenni Nationalities Defense Force-KNDF a permis de quasiment "sécuriser" l'ensemble de l'Etat, tandis que le NUG a organisé l'évacuation des travailleurs étrangers, notamment de l'ONU.

A l'ouest, l'armée Chin-CNA a pris le contrôle de plusieurs villes et villages le long de la frontière avec l'Inde et l'Arakan Army-AA a mis fin au cessez-le-feu, ouvrant un front supplémentaire et très actif pour la Tatmadaw. Pour visualiser l'ampleur des différents fronts ouverts, vous pouvez consulter cet article illustré de cartes de The Irrawaddy. Sur la zone sud-est, l'Union Nationale Karen-KNU a intensifié ses combats le long de la frontière avec la Thaïlande et dans la région de Tanintharyi les attaques sont désormais quotidiennes contre la junte.

LA JUNTE ÉBRANLÉE, EN ÉTAT D'ALERTE

S'il est impossible de prédire la suite du conflit, il est évident que se joue actuellement un tournant. Les défections militaires au sein de la junte se multiplient, avec des bataillons entiers déposant les armes, et de nombreux rapports font état d'un moral des troupes au plus bas et de difficultés d'approvisionnement. La Tatmadaw n'a pas pour autant dit son dernier mot. L'utilisation des frappes aériennes par la junte est décuplée par sa perte de territoire, et la TNLA l'accuse d'avoir utilisé des armes chimiques, non létales. Ces allégations sont pour le moment non prouvées et devront être investiguées dès que possible.

Par ailleurs le SAC, administration de l'armée, a ordonné la réquisition des réservistes, mais aussi mis en état d'alerte l'ensemble de ses fonctionnaires, leur demandant de se préparer en cas de situation d'urgence. Des rumeurs de conscription forcée par l'armée se sont répandues rapidement causant panique et angoisse notamment à Yangon.

Enfin, l'armée parachève son contrôle des médias et de l'information dans le pays. Elle a notamment fait main basse sur le conseil de radiodiffusion du pays, en charge du contrôle de la radio et de la télévision, y imposant la présence de ses membres dans le conseil d'administration et perquisitionné le média indépendant DMG dans l'Etat Rakhine, arrêtant les deux employés qui s'y trouvaient. En plus de ses lois déjà drastiques sur l'utilisation d'internet accompagnées de coupures régulières et volontaires, elle promet désormais de poursuivre toute utilisation de communications satellites sans licence.

UNE POPULATION CIVILE ENTRE ESPOIR POUR L'AVENIR ET CRAINTE DU PRÉSENT

Le soutien massif de la population civile à la cause révolutionnaire birmane, visible dès février 2021 est bien connu. A ce titre, la perte de contrôle du SAC sur de nombreux territoires représente un réel espoir d'un avenir débarrassé du joug de l'armée, mais les combats s'accompagnent de nombreux dangers pour les civils.

Le 22 novembre, l'OCHA dénombré 335 000 nouveaux déplacés internes depuis le lancement de l'opération 1027, portant à plus de 2 millions, le nombre de personnes déplacées. Les témoignages affluent sur l'exode massif, souvent à pied, dans la faim et la peur.

L'utilisation des civils par la Tatmadaw est malheureusement bien documentée au fil des années, tant à son profit direct que pour répandre la peur. Engluée dans le plus vaste conflit de son histoire, l'armée birmane pourrait bien multiplier ses exactions, comme ses frappes aériennes. Lors des combats dans la ville de Loikaw, elle a par exemple empêché les civils de fuir, cynique stratégie du "bouclier humain".

Dans l'Arakan, elle utilise à nouveau la stratégie des "4 coupures" (financement, nourriture, renseignements, recrues), visant indiscriminément des villes entières. Sittwe a ainsi été placée "sous cloche" par l'armée, séparée du reste du monde, l'entrée de personnes comme des ressources essentielles (nourriture, médicaments...) dépendant entièrement de l'armée. Entre catastrophe naturelle et horreur humaine, la situation des populations de l'Arakan, et particulièrement des Rohingya, est très inquiétante; ces derniers étant impacté de façon disproportionnée par le conflit entre l'AA, de l'ARSA et de la Tatmadaw et la crise humanitaire et leurs conditions de vie étant déjà extrêmement dégradées dans des "prisons à ciel ouvert".

NOUVELLES SANCTIONS COORDONNÉES: OÙ EN SONT L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES ?

Le 31 octobre, les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni annonçaient de nouvelles sanctions coordonnées contre la junte birmane, visant ciblant 3 entités et 5 personnes impliquées dans la fourniture d'armes et de services à la junte ; l'Union Européenne restait à l'écart. Le 8 novembre marquait pourtant les un an d'une partie des sanctions, une date qui aurait donc été l'occasion d'ajouter et d'aligner les sanctions européennes sur celles de nos partenaires. Cela n'a pas été le cas.

Un silence sur la situation birmane, alors que le gouvernement de la Finlande - membre de l'UE- invitait récemment des représentants de la junte à une réunion à huis clos. Un "comité de paix", faisant fi de la volonté du peuple birman, des multiples exactions de la junte à l'encontre des civils et de l'illégitimité de la junte dont l'autorité n'est toujours pas reconnue par l'ONU où le représentant permanent est antérieur à la tentative de coup d'Etat et membre du NUG. Sur le sujet, vous pouvez lire la lettre ouverte, cosignée par Info Birmanie et plus de 600 organisations de la société civile.

La France, conjointement avec l'Allemagne, le Canada, le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, ainsi que les Maldives, ont déposé une déclaration d'intervention auprès de la Cour internationale de Justice, dans l'affaire Rohingya Vs Myanmar sur le génocide Rohingya. Une intervention bienvenue, les atrocités de la junte prenant racine dans l'impunité dont elle a bénéficié trop longtemps, bien que discrète pour le gouvernement français, notre Ministère des affaires étrangères n'ayant fait aucun communiqué de presse, ou communication sur le sujet.

LA GUERRE N'EST PAS UNE DESTINATION DE VACANCES!

Ce mois-ci, nous avons publié un post donnant 9 raisons de ne pas voyager en Birmanie aujourd'hui. Au vu de la situation du pays, cela pourrait paraître évident, mais pourtant ce ne l'est pas. La junte a multiplié les communications à destination du secteur touristique, on constate plus en plus de messages individuels sur des forums voyages, de vidéos



d'influenceurs thaï incitant à se rendre au Myanmar mais aussi un voyage organisé par un tour opérateur français pour janvier 2024!

Nous sommes d'accord avec vous: la Birmanie est un pays magnifique, riche en culture, diversité et paysages. Mais toute personne qui s'y est déjà rendue vous dira que la première richesse du Myanmar, c'est son peuple.

Respecter son combat et ses sacrifices pour ses droits et sa liberté. Informez vous et partagez notre article ici et sur nos réseaux sociaux.

Podcast



LES BIRMANIS DE MALAISIE : LA SOCIÉTÉ "PARALLÈLE" DES RÉFUGIÉS

Le reportage de la rédaction, Radio France, 4 min

BIRMANIE : LA JUNTE MILITAIRE VEUT RELANCER LE TOURISME POUR RENOUVELER SES STOCKS D'ARMES

Un monde d'avance, France Info, 3 min

MENACE INÉDITE POUR LA JUNTE EN BIRMANIE

Radio Vatican, 7 min

BIRMANIE: L'ALLIANCE DE LA FRATERNITÉ MÈNE DE VIOLENTS COMBATS DANS LE NORD DU PAYS

A la Une en Asie, RFI, 3 min

L'image du mois



"NOTRE LONGYI, NOTRE VICTOIRE"

Une campagne de résistance pacifique et de fundraising de Yangon Revolution Force-YRF. Vous pouvez y participer en envoyant votre propre photo à YRF, ou soutenir leurs actions en achetant l'un de ses longyis, morceau de l'histoire contemporaine du pays.

Agissons pour la paix et la démocratie en Birmanie.

#AvecToiMyanmar | 07 62 80 61 33 | admin@info-birmanie.org

